PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 05 DECEMBRE 2024 COMMUNE DE MARCHES

Le cinq décembre deux mille vingt-quatre à dix-huit heure trente, le conseil municipal de la commune de Marches, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe HOURDOU, maire.

Nombre de membres afférents au Conseil Municipal : 15 Date de la convocation : 29/11/2024
En exercice : 15 Présents : 10 Pouvoirs : 4 Quorum à atteindre : 8

Etaient présents :

M. HOURDOU Philippe	Mme SANTUCCI Françoise	Mme CATINELLA Virginie
M. BLACHON Fabrice	Mme MANDARON Pauline	M. BONNARDEL Laurent
Mme ROUX Isabelle	Mme GAILLARD Nathalie	
M. PRADON Régis	M. CHALEAT Stéphane	

Etaient absents :

M. PALOMAS Sébastien
M. MOTTET Hugues qui a donné pouvoir à M. HOURDOU Philippe pour voter en son nom.
Mme DEFRANCE Marlène qui a donné pouvoir à Mme ROUX Isabelle pour voter en son nom.
Mme GOUDARD Danielle qui a donné pouvoir à M. PRADON Régis pour voter en son nom.
M. CHOSSON Jonathan qui a donné pouvoir à M. BLACHON Fabrice pour voter en son nom.

Mme ROUX Isabelle a été désignée comme secrétaire de séance.

DEBAT PUBLIC : Néant

M. le Maire ouvre la séance et propose au Conseil Municipal de rejouter les points suivants à l'ordre du jour :

- Avis sur la consultation publique pour l'exploitation d'une unité de méthanisation sur la commune de Bourg-de-Péage, Route de Mondy, par la SAS METHAMONDY
- Garantie d'emprunt - Habitat Dauphinois

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces ajouts à l'ordre du jour.

Approbation à l'unanimité du compte rendu de la séance du conseil municipal du 26/09/2024.

2024-022 : Avis sur la consultation publique pour l'exploitation d'une unité de méthanisation sur la commune de Bourg-de-Péage, Route de Mondy, par la SAS METHAMONDY

Monsieur le Maire présente à l'assemblée la consultation prévue du 30 décembre 2024 au 24 janvier 2025 pour l'exploitation d'une unité de méthanisation sur la commune de Bourg-de-Péage, Route de Mondy, par la SAS METHAMONDY.

L'unité de méthanisation METHAMONDY permettra de valoriser 34 480 t/an dans le gisement prévisionnel de matières brutes par an (seuil maximum du régime enregistrement 100t/j), selon le process dit « infiniment mélangé ». Ce projet s'inscrit dans une démarche de diminution de l'impact des activités agricoles sur l'environnement.

En plus de l'énergie produite, l'unité restitue également un digestat brut riche en éléments fertilisants. Ce digestat subit une séparation de phase pour donner un digestat solide (26% MS) gérés conformément au Plan d'épandage et un digestat liquide (8,4% MS) épandue et recirculé dans le process.

Le biogaz produit par la méthanisation sera injecté, après épuration et contrôle, dans le réseau de distribution de gaz naturel géré par GrDF.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés - Avis favorable

Arrivée de M. PALOMAS Sébastien

2024-023 : Garantie d'emprunt - Habitat Dauphinois

M. le Maire présente demande de garantie d'emprunt sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 164928 en annexe signé entre : HABITAT DAUPHINOIS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents :

- ACCORDE sa garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 651 752,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 164928 constitué de 4 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 325 876,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- DIT que la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- PRECISE que le conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.
- AUTORISE le Maire ou son représentant à effectuer toutes démarches et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

2024-024 : Modification des statuts de Valence Romans Agglo

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-17, L.5211-5, L. 5216-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 9 octobre 2024 relative à la modification des compétences de Valence Romans Agglo,

Monsieur le Maire expose :

Par délibération du 9 octobre 2024, le Conseil communautaire de Valence Romans Agglo a approuvé la modification des statuts de la Communauté d'agglomération.

Ces modifications portent d'une part sur l'ajout en compétence facultative de la prise en charge et du versement de la contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Ce financement est aujourd'hui partagé entre le Département et les communes qui paient en fonction de la proximité du service. Il est proposé qu'à compter du 1er janvier 2025 ce financement soit assuré par la fiscalité de Valence Romans Agglo sans notion de proximité de service.

D'autre part, il est apporté une modification à la rédaction de la compétence facultative « France Services : gestion de multisites (et non d'un multisite comme mentionné actuellement) au sein des médiathèques communautaires ».

Par ailleurs, Valence Romans Agglo exerce aujourd'hui une compétence facultative « voirie – mobilier urbain » qui comprend les voiries des zones d'activité, les aires de covoiturage et les parcs relais prévus au Plan de déplacement urbain ainsi que le mobilier urbain affecté au transport de voyageurs (abribus et poteaux d'arrêt).

La communauté d'agglomération souhaite aujourd'hui étendre l'exercice de cette compétence aux types de voies suivantes :

- les voies d'intérêt communautaire cyclables définies par le Plan Vélo Intercommunal,
- les voies pour bus à haut niveau de service et pour transport collectif en site propre du schéma intercommunal.

Pour ce faire, il convient d'adopter la compétence supplémentaire « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire » définie à l'article L5216-5 II du CGCT.

Cette compétence étant subordonnée à la reconnaissance de l'intérêt communautaire, celui-ci sera défini avec l'ensemble de ces éléments, par une prochaine délibération du Conseil communautaire.

Du fait de la prise de cette nouvelle compétence supplémentaire, la compétence facultative « Voirie - Mobilier urbain » devient sans objet et sera supprimée.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-025 : Rapport annuel 2023 du Syndicat d'Irrigation Drômois

Monsieur le Maire expose :

Conformément aux articles D2224-1 et D2224-3 du Code général des collectivités territoriales, il est fait obligation aux communes et EPCI de 3 500 habitants et plus de mettre à la disposition du public le ou les rapports annuels en question.

En conséquence, le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport annuel 2023 du Syndicat d'Irrigation Drômois.

Ce rapport est consultable en Mairie par tout citoyen qui en fait la demande.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-026 : Rapports sur le Prix et la Qualité du Service pour les déchets, l'eau potable et l'assainissement de l'année 2023 de l'agglomération Valence Romans Agglo

Monsieur le Maire expose :

Conformément aux articles D2224-1 et D2224-3 du Code général des collectivités territoriales, il est fait obligation aux communes et EPCI de 3 500 habitants et plus de mettre à la disposition du public le ou les rapports annuels en question.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal prend acte de la présentation des rapports sur le Prix et la Qualité du Service pour les déchets, l'eau potable et l'assainissement de l'année 2023 de l'agglomération Valence Romans Agglo.

Ces rapports sont consultables en Mairie par tout citoyen qui en fait la demande.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-027 : Lutte contre le Frelon Asiatique – instauration d'une participation communale

Considérant que :

- Le frelon asiatique est inscrit sur la liste des dangers sanitaires de deuxième catégorie,
- La présence du frelon asiatique et son développement rapide sur le territoire de la commune sont avérés,
- Le risque pour la sécurité publique et le danger pour l'environnement,
- Cette espèce invasive s'attaque particulièrement aux abeilles domestiques et autres pollinisateurs,
- Le plan de lutte mis en place au niveau régional
- Le coût de la destruction d'un nid de frelons asiatiques peut être onéreux,

M. le Maire propose de signer le projet de convention ci jointe et de fixer l'enveloppe financière globale annuelle à 375 €.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-028 : Adhésion à la Compétence Efficacité Energétique de Territoire d'énergie Drôme – SDED

Afin de prétendre à des subventions de la part du SDED pour le projet de rénovation de l'éclairage des bâtiments communaux M. le Maire propose d'adhérer à la Compétence Efficacité Energétique de Territoire d'énergie Drôme.

En application des engagements mondiaux adoptés dans l'Accord de Paris, ainsi que de leurs déclinaisons aux échelles européenne et nationale, Territoire d'énergie Drôme – SDED met en place des initiatives visant à lutter contre le dérèglement climatique, essentiellement dans le champ de l'efficacité énergétique.

Dans le but d'aider les collectivités drômoises à mettre en œuvre leur plan de transition énergétique, Territoire d'énergie Drôme – SDED engage un dispositif d'accompagnement aux études et aux investissements d'économies d'énergie dans le patrimoine bâti public.

En vertu des articles L2224-31 et L2224-34 du CGCT qui fixe le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peuvent faire réaliser les Autorités Organisatrices de Distribution de l'Énergie (AODE), le Comité syndical de Territoire d'énergie - SDED a adopté, le 28 septembre 2021, le règlement de sa Compétence Efficacité Energétique (modifié par la délibération n°CS-2023-19-01 du 20 juin 2023).

Les collectivités membres de Territoire d'Énergie Drôme - SDED peuvent adhérer à cette compétence pour remplir leurs obligations issues entre autres de la loi 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour une Croissance Verte, à la loi 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ou encore de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

La compétence Efficacité Énergétique permet de bénéficier de plusieurs interventions liées au patrimoine dont la collectivité est propriétaire, à savoir :

- Le suivi de ses consommations d'énergie (article 2)
- Les études d'aide à la décision du maître d'ouvrage (article 3)
- L'aide financière aux travaux d'économies d'énergie, associée à un conseil technique (article 4)
- L'accompagnement au déroulement de projets (service à la carte, article 5).

Le montant de l'adhésion est le suivant :

Pour les communes rurales (au sens de la TICFE) : 0,50 € par habitant et par année civile,

Pour les autres communes : 0,80 € par habitant et par année civile,

Dans tous les cas, le montant annuel de l'adhésion est au minimum de 200 €, et plafonné à 10 000 €.

Ces montants (prix unitaires et limites minimum et maximum) sont actualisés annuellement à compter du 1er janvier 2025. Cette actualisation est établie sur :

L'évolution de l'assiette de population annuelle (population totale de la commune livrée par les données INSEE en vigueur au 1er janvier de chaque année),

La variation de l'indice Ingénierie ING, entre la valeur du mois d'octobre de l'année N-2 et celle du mois d'octobre de l'année N-1 :

$$\text{Prix année(N)} = \text{Prix année(N-1)} \times (\text{ING oct(N-1)})/(\text{ING oct(N-2)})$$

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-029 : Demandes de subventions auprès de l'ETAT et de Valence Romans AGGLO

Pour faire suite au mail de la préfecture en date du 27/11/2024 concernant le renouvellement de nos demandes de subventions auprès de l'Etat pour la DETR / DSIL 2025, il convient de reprendre une délibération actualisant les phasages et les plans de financement.

Projet : Restauration de la Madone, aménagement paysager et désimperméabilisation de la place Notre-Dame du Salut

- Montant total des travaux estimé à 91 983,74 €,
- Plan de financement prévisionnel actualisé :

Subventions du département accordées :		
• Le 21/11/2022 : 24 816 €	39 551.00 €	43%
• Le 24/06/2024 : 14 735 €		
Subvention de l'État (sollicitée)	22 995.94 €	25%
Valence Romans Agglo (sollicitée)	11 038.05 €	12%
Autofinancement	29 436.81 €	20%
Total	91 983.74	100%

- Les travaux débuteront en décembre 2024 et se termineront en mai 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents :

- SOLLICITE auprès de l'ETAT et de Valence Romans Agglo une demande de subvention pour le projet susnommé,
- APPROUVE le plan de financement prévisionnel,

2024-030 : Village Ambassadeur du Don d'Organes

Considérant la venue en mairie de l'association France Rein Drôme-Ardèche, membre du collectif d'associations œuvrant pour le don d'organes Greffes+,

Considérant l'importance du don d'organes et le souhait de la commune de VILLAGE AMBASSADEUR de soutenir cette cause et d'en faire la promotion,

Le Maire propose de s'associer à la démarche en faisant du VILLAGE AMBASSADEUR, un village ambassadeur (ou une ville ambassadrice) du don d'organes par la signature d'une charte de partenariat avec le collectif Greffes+ et l'apposition de panneaux en faveur du don d'organes à l'entrée du centre-bourg.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

Départ de Mme MANDARON Pauline

2024-031 : Tarifs périscolaires

Le comité de pilotage du Service commun Restauration collective de l'agglomération en date du 13 novembre 2024 a acté une hausse de 0.05 € du prix du repas à compter du 01/01/2025.

M. le Maire rappelle que nos tarifs sont inchangés depuis le 01/01/2023 et propose d'augmenter d'autant le prix des repas à compter du 01/01/2025, soit :

Quotient familial	Tarifs
< 1000	5.35 €
≥ 1000	5.65 €

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-032 : Convention Audit Paie du service paie externalisée du CDG de la Drôme

Monsieur le Maire, informe les membres du conseil municipal que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme propose une prestation Audit Paie.

La prestation audit paie permet de fiabiliser le système de paie en vérifiant la conformité de celui-ci avec une remise à la collectivité d'un rapport d'analyse identifiant les anomalies et préconisant les éventuelles corrections à apporter.

Eu égard à l'importance et à la complexité des questions touchant aux rémunérations, il est proposé aux membres du conseil municipal, de solliciter le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme pour cette prestation et d'autoriser à cette fin le Maire, à conventionner en ce sens. Le détail des prestations réalisées est joint à ladite convention.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-033 : Prestations retraite - CDG de la Drôme

Monsieur le Maire, informe les membres du conseil municipal que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme propose une prestation Retraite.

Eu égard à l'importance et à la complexité des dossiers retraites, il est proposé aux membres du conseil municipal, de solliciter le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme pour cette prestation et d'autoriser à cette fin le Maire, à conventionner en ce sens. Le détail des prestations réalisées est joint à ladite convention.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-034 : Participation prévoyance

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les décrets n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 et n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement instaure la possibilité pour les collectivités et établissements publics de participer financièrement aux contrats santé de leurs agents, et leur obligation de choisir soit la labellisation soit une convention de participation et de participer financièrement à compter du 01 janvier 2025.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation doivent être fixées par l'organe délibérant, après avis du comité social territorial.

Il expose que dans le cadre de la prévoyance maintien de salaire, la modalité dite de la labellisation offre à l'agent la liberté de choix de sa garantie, la liberté de choix du coût de l'assurance, la liberté de résiliation.

Il apparait donc que la modalité de labellisation paraît la plus adaptée au besoin des agents de la collectivité ;

Il indique par ailleurs que chaque agent, soit ayant déjà souscrit à une prévoyance appartenant à la liste labellisée, soit souhaitant y souscrire, pourra percevoir, sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par son assurance attestant de la labellisation du contrat souscrit, une participation par la collectivité

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les Articles L452-42 et L 827-1 à L 827-12 du Code général de la fonction publique

Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique

Vu le Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents :

- DECIDE :
 1. De participer au financement des cotisations des agents de la collectivité, de l'établissement pour :
 - Le risque Prévoyance
 2. De retenir pour le risque Prévoyance : **la labellisation**

3. De fixer le montant de la participation financière pour tous les agents en position d'activité sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par la mutuelle attestant de la labellisation du contrat souscrit à : 10 € mensuel (la participation au financement de la complémentaire prévoyance ne pourra, quant à elle, être inférieure à 20% d'un montant de référence qui est de 35 €, soit 7 € par agent et par mois.)
4. Il est précisé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation.
5. De verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires de la Commune, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.

Questions diverses :

- Renégociation des contrats de téléphonie permettant une baisse d'environ 30 € HT par mois avec un matériel renouvelé et plus performant
- Projet d'acquisition d'un babyfoot d'extérieur de 2700 € HT
- Proposition de plusieurs pompiers bénévoles d'initier les enfants de l'école aux premiers secours

Séance levée à 19h45

Isabelle ROUX

Secrétaire de séance

Philippe HOURDOU

Maire